

# **Lundi 22 juin - Journée cruciale pour la Grèce : Non à un accord avec la Troïka ! Rupture anticapitaliste avec l'UE !**

Sous la pression des institutions européennes, le gouvernement grec fait de nouvelles concessions en vue d'obtenir un accord au sommet européen extraordinaire d'aujourd'hui.

Le discours de Varoufakis du 18 juin a été mis en ligne :

<http://geopolis.francetvinfo.fr/grece-nous-sommes-proches-de-limpasse-explique-yannis-varoufakis-66269>

Il a confirmé les concessions déjà actées sur la fin des retraites anticipées, l'élargissement du programme de privatisations, la libéralisation de plusieurs marchés de produits et services, l'introduction de l'évaluation au « mérite » dans la fonction publique, la « suppression des obstacles bureaucratiques pour le business ». Autrement dit, le gouvernement s'est déjà engagé à renoncer à mettre en œuvre son programme anti-austérité, et à prendre de nouvelles mesures contre les travailleurs/ses.

Mais comme cela ne suffit toujours, Varoufakis a fait une nouvelle proposition : mettre en place un « conseil fiscal » qui supervise le budget de l'État. Autrement dit, il s'agit qu'un organe indépendant mette sous tutelle le gouvernement et veille à ce que le gouvernement ne s'éloigne pas de sa feuille de route austéritaire.

Et le gouvernement grec a transmis dimanche une nouvelle proposition (dont le contenu est encore secret) intégrant probablement de nouvelles concessions. Les bourses ont célébré cette « bonne nouvelle » par des hausses spectaculaires (+7% à Athènes ce lundi matin).

Le gouvernement grec refuse d'envisager tout plan B, et se trouve aujourd'hui en position d'extrême faiblesse. Il a permis aux riches grecs de mettre leur argent à l'abri, fragilisant le système bancaire et le mettant plus que jamais à la merci de la BCE. En dépit de la propagande gouvernementale contre toute rupture avec l'UE et l'euro, une majorité d'électeurs et électrices de Syriza (et évidemment de ceux et celles du KKE ou d'Antarsya) préfèrent une rupture avec l'euro qu'un accord avec la Troïka qui comporterait de nouvelles mesures d'austérité : <http://greece.greekreporter.com/2015/06/16/poll-7-in-10-greeks-want-the-euro-at-any-cost/>

Dimanche soir à Athènes, environ 10 000 manifestants étaient majoritairement sur cette ligne du refus d'un nouvel accord scélérat avec la Troïka et beaucoup prônaient la sortie de l'euro. Nos camarades d'Antarsya (<http://antarsya.gr/node/3110>) mettent à juste titre en avant les mots d'ordre suivant :

- rupture immédiate des négociations avec la Troïka
- pas un euro pour le FMI et l'UE, annulation de la dette
- nationalisation sous contrôle ouvrier des banques et des grandes entreprises
- sortie de la zone euro et de l'UE

Les heures qui viennent sont cruciales, et la mobilisation populaire prend de l'ampleur pour imposer la rupture avec la Troïka. **Il n'y a pas de rupture possible avec l'austérité en Grèce sans rupture immédiate avec l'UE.** Tous ceux qui à l'extrême gauche esquivent cette question se complaisent dans un anticapitalisme et un révolutionnarisme abstrait. Il faut mettre fin immédiatement au chantage de la BCE, et **réquisitionner la banque centrale grecque pour émettre une nouvelle monnaie. Cette nouvelle monnaie devra être inconvertible** (avec les autres monnaies) pour la mettre à l'abri des pressions des marchés financiers. Il est hors de question que les riches grecs qui ont fait sortir leurs euros du système bancaire grec puissent voir leur richesse décupler en profitant de la dévaluation d'une nouvelle monnaie grecque. C'est pourquoi la rupture avec l'euro doit se faire dans une logique anticapitaliste de rupture avec la pression des marchés mondiaux et de socialisation de l'appareil productif pour permettre au pays de ne pas s'effondrer. Ces premières mesures ne sont pas une solution magique, mais elles permettraient à la Grèce d'engager un processus de rupture avec l'ordre capitaliste qu'il faudrait tout faire pour étendre à d'autres pays.

Gaston Lefranc